

**Accord professionnel national**

**ACCORD DE LA BRANCHE DE L'AIDE À DOMICILE  
RELATIF AU CHAMP D'APPLICATION  
DES ACCORDS DE BRANCHE  
(7 septembre 2005)**

ACCORD DU 7 SEPTEMBRE 2005  
RELATIF AU CHAMP D'APPLICATION DES ACCORDS DE BRANCHE  
NOR : ASE7551186M

Il est convenu et arrêté les dispositions suivantes, relatives au champ d'application des accords conclus par la branche de l'aide à domicile.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet*

Le présent accord a pour objet de définir le champ d'application des accords de la branche de l'aide à domicile.

Le présent accord collectif s'applique aux rapports entre employeurs et salariés, sur le territoire national, y compris les DOM-TOM, entrant dans le champ d'application défini ci-après.

Cet accord s'applique à l'ensemble des associations et organismes employeurs privés à but non lucratif qui, à titre principal, ont pour activité d'assurer aux personnes physiques toutes formes d'aide, de soin, d'accompagnement, de services et d'intervention à domicile ou de proximité. Les associations et organismes entrant dans le champ d'application sont ceux qui apparaissent dans la nomenclature d'activités françaises (NAF) instaurée par le décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992, correspondant notamment aux codes suivants :

- 85.3.J ;
- 85.3.K ;
- 85.1.G ;

à l'exception de ceux qui appliquent à titre obligatoire un autre accord étendu, et à l'exception :

- des SSIAD de la Croix-Rouge française ;
- des associations et organismes employeurs dont l'activité principale est le service de soins infirmiers à domicile adhérents de la FEHAP ;

- des organismes employeurs dont l'activité principale est le SESSAD, le SAMSAH, ou le service de tutelle, et adhérents aux syndicats employeurs signataires de la convention collective nationale de travail du 15 mars 1966.

Il est précisé que le code NAF « APE » (activité principale exercée), attribué par l'INSEE à l'employeur, et que celui-ci est tenu de mentionner sur le bulletin de paie en vertu de l'article R. 143-2 du code du travail, constitue une présomption d'application du présent accord.

En cas de contestation sur son application, il incombe à l'employeur de justifier qu'il n'entre pas dans le présent champ d'application en raison de l'activité principale qu'il exerce.

Les employeurs adhérents d'une fédération, d'une union, ou d'une organisation entrant dans le champ d'application du présent accord, mais qui n'exercent pas à titre principal les activités relevant de ce champ, pourront, s'ils ne sont pas couverts par un autre texte conventionnel étendu, appliquer à titre volontaire les dispositions du présent accord collectif.

## **Article 2**

### *Application*

Le présent accord annule et remplace les dispositions relatives aux champs d'application définies dans les accords de la branche de l'aide à domicile antérieurs à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Il s'appliquera aux accords de la branche de l'aide à domicile entrant en vigueur postérieurement au présent accord.

## **Article 3**

### *Durée*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 4**

### *Agrément*

Le présent accord et les avenants qui viendraient à être conclus, sont présentés à l'agrément dans les conditions fixées à l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles.

## **Article 5**

### *Extension*

Les parties conviennent qu'elles demanderont l'extension du présent accord et de ses avenants.

Fait à Paris, le 7 septembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

ADESSA ;  
FNAAFP-CSF ;  
USB-Domicile :  
– UNADMR ;  
– UNASSAD.

#### **Syndicats de salariés :**

CFDT ;  
CFE-CGC ;  
CFTC ;  
CGT-FO ;  
UNSA SNAP-ADMR.